



# Liminaire CGT CTLocal du 27/11/2017

Monsieur le Président,

**Nous sommes aujourd'hui en reconvoction et depuis le dernier CTL, 3 annonces importantes ont été faites par notre ministre ou le directeur général :**

- le Prélèvement à la source dès janvier 2019 et donc avec des conséquences pour nos services dès le prochain été sans même parler de la campagne IR de mai 2018. Rappelons simplement que 50000 mels supplémentaires par mois ont été pronostiqués rien que sur le sujet.

- ce qu'on peut appeler la fin de la gestion publique !! en tout cas pour les grandes villes ... mais ouf, on est rassuré, notre ministre précise que cet avis n'engage que lui-même, « ce n'est pas celui du gouvernement » !! A l'heure de CAP 2022 et d'un rapport qui sera rendu en mars 2018, cette sortie de notre Ministre n'est évidemment pas anodine. Plus de détails ici : [http://www.financespubliques.cgt.fr/sites/default/files/2017\\_11\\_10\\_jeux\\_qui\\_a\\_dit.pdf](http://www.financespubliques.cgt.fr/sites/default/files/2017_11_10_jeux_qui_a_dit.pdf)

On supprime donc les petites trésoreries, on supprime les services dans les grandes villes ou on régionalise à tout va, comme en Bretagne avec une seule trésorerie hospitalière pour la région....

- enfin, 1591 suppressions d'emploi au 01,01,2018 pour la dgfip annoncées au CTR du 23/11/2017 dont 14 pour l'Aude.

**On ne sait rien nous annoncer d'autre que des bonnes nouvelles !**

**Pour ce CTL vous avancez à nouveau comme le 13 juillet les fermetures des trésoreries de Capendu et de Couiza.**

Comme nous sommes en **reconvoction**, nous pensions naïvement que vous auriez modifié quelques éléments de votre projet, mais non pas une virgule. Vous avez eu l'aval du gouvernement Macron. Nous vous avons donc déjà à 5 reprises unanimement dit non en CTL. Les conseils municipaux vous ont dit non en votant des délibérations.

**Tout cela ne vous empêche pas de nous proposer encore ces fermetures de trésoreries;** il y a 22 fermetures de trésorerie en France dont 2 dans l'Aude, jolii proportion pour notre département. Nous vous avons également demandé de nous justifier ces fermetures, de nous fournir des chiffres qui pourraient nous faire comprendre vos décisions. Nous n'avions alors rien eu et vous aviez promis que nous en aurions plus tard. A nouveau dans les documents que vous fournissez rien ne vient appuyer vos fermetures.

**Alors nous allons vous redonner des informations qui**

**devraient vous convaincre** puisque vous n'avez semblé-t-il pas eu le temps de récupérer des données.

**Sur Capendu**, la population a augmenté de 25 % depuis 2007. Les articles IR, TH, TF y sont en augmentation. Une dizaine de personnes y sont reçues chaque jour même si vos statistiques ORCFA n'en comptent que 5 environ. Pour l'anecdote le jour où nous avons été reçu par le maire de Capendu, 15 personnes avaient été reçues d'après le comptage des agents. Le Capendu qui se situe dans l'attraction Carcassonnaise mais également approximativement à équidistance de Toulouse et Montpellier est en voie de développement. Une zone économique est en cours d'aménagement, un nouveau supermarché s'implante, une zone de lotissement avec plus de 50 maisons sort de terre. Voilà quelque-unes des réalités que vous avez sans doute manqué au moment de prendre vos décisions. Nous rajouterons même que le maire est prêt à héberger gratuitement la Trésorerie pour la garder sur son territoire.

**Sur Couiza**, la situation est identique. La population augmente. Le nombre d'articles IR, TH, TF a augmenté de 2 % entre 2014 et 2015. Le pays de Couiza a un potentiel dans l'industrie du bois qui ne demande qu'à se développer tout comme le secteur de la santé. Votre décompte ORCFA mesure environ 5 personnes par jour mais la réalité est proche de 10.

**Si vous persistez c'est que vos choix sont bien dogmatiques jusqu'au bout.**

Vous voulez également le transfert de l'impôt sur le revenu de Quillan vers Limoux ce qui représente un quasi doublement des articles pris en charges et majorés sur le SIP de Limoux ! Non seulement vous fragilisez la trésorerie de Quillan qui ne sera plus mixte et en plus vous éloignez les contribuables de Camurac, Axat ou Quillan par exemple jusque Limoux ! **Vous savez que vos décisions auront un impact social, environnemental et même sanitaire** compte-tenu de l'augmentation des accidentés de la route pour ce dernier point. Et c'est la même histoire pour Peyriac.

**Vous ne pouvez nier le ras-le-bol** et une situation continuellement dégradée dans les services.

**La réalité vous rattrape même**, quand vous nous présentez au dernier CTL l'APRDV et son expérimentation en particulier sur Carcassonne comme idyllique alors que les agents du SIP, qui n'en peuvent plus, comme nous vous l'avions dit, stoppent le travail et demande à être reçus par le directeur ;

**la réalité vous rattrape** au SIP de Limoux dont les agents vous remettent une lettre pour que vous trouviez des solutions concrètes à la dégradation de leurs conditions de travail qui ne s'améliorera pas quand vous annoncez une augmentation de 40 % de leur charge de recouvrement;  
**la réalité vous rattrape** quand vous devez faire face au mécontentement des agents de Castelnaudary, malgré les promesses que vous aviez faites ;  
**la réalité vous rattrape** quand le SPFE de Carcassonne est désorganisé et à plus de 60 % de grévistes à chaque grève ;  
**la réalité vous rattrape** quand les agents sont obligés d'avoir recours à la procédure d'un Espace de Dialogue à Narbonne. ... etc.... et ce n'est pas fini.

**Nous vous demandons donc** à nouveau localement :

*d'interpeller le DG pour qu'aucune des 14 suppressions d'emploi prévues pour le 01.09.2018 n'aient lieu dans le département,. Vous n'avez d'ailleurs pas voulu nous donner le nombre de suppressions d'emploi alors que vous le connaissiez et que d'autres directeurs l'avaient transmis,*

*l'abandon des projets de fermetures des trésoreries de Capendu et Couiza ainsi que des transferts du recouvrement de l'impôt,*

*de lancer une consultation départementale et un débat avec les usagers, les élus et les agents sur nos services publics fiscaux, comptables et fonciers et leurs implantations,*

*le comblement de tous les postes vacants de l'Aude,*

*un état des lieux avec les agents de l'accomplissement de nos missions, service par service,*

*un moratoire sur les restructurations départementales en tout genre tant que cet état des lieux n'est pas réalisé,*

*la non application de CAP 22 : aucun élément du rapport de juin 2018 ne doit concerner des externalisations, transfert au privé ou abandon de missions,*

*de garder nos services RH sur Carcassonne, contre leur transfert à Montpellier dès 2018 dans le cadre du CS-RH de l'arc méditerranéen, de garder le service des produits divers sur Carcassonne et de refuser son transfert,*

*de demander l'abandon du projet du DG sur nos règles de mutation,*

*un plan départemental pour avoir le droit de se garer à proximité de son travail en l'absence de transport public efficient,*

*enfin une solution pour que les collègues de la cité administrative aient le temps de manger au RIAC sans perdre sur leur pointeuse.*

**Pour conclure après vous avoir déjà remis quelques 250 premières signatures** contre la fermeture des trésoreries de Capendu et de Couiza, nous vous en remettons à nouveau 117 notamment des habitants de Capendu qui à quasi 100 % ont signé cette pétition sur le comptoir de la mairie quand ils s'y déplaçaient.

Consultez sans modération le site de la section de l'Aude : <http://www.dgfip.cgt.fr/11/>

**Rejoignez vos collègues de la CGT, seuls nous ne pouvons rien !**

N'hésitez pas, contactez les collègues de la CGT Finances Publiques 11 !  
**Mél : [cgt.ddfip11@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:cgt.ddfip11@dgfip.finances.gouv.fr)**

